



En haut : Lucy Fondo de Map Kibera et un enseignant localisent son école sur la carte.

En bas : la carte de la sécurité de Map Kibera sur un mur.



CARTOGRAPHIE ÉMANCIPATRICE : LES LEÇONS DE KIBERA

Erica Hagen, Julian Stenmanns et Till Straube
mapkibera.org



Erica Hagen a mené le projet Map Kibera et dirige la GroundTruth Initiative de Washington, D.C., qui met la technologie du numérique, les médias sociaux et la cartographie au service de la société civile.

Till Straube enseigne la géographie humaine à Francfort-sur-le-Main. Ses travaux portent sur les technopolitiques de l'économie, les médias du numérique et les inégalités.

Julian Stenmanns enseigne la géographie économique à l'université de Bayreuth.

La cartographie moderne dans les pays du Sud est profondément liée à la volonté coloniale de produire des espaces lisibles. La géographie critique a mis l'accent sur le rôle des cartes dans le gouvernement des populations¹ et leur fonction d'in/visibilisation, en particulier en ce qui concerne les communautés marginalisées. Que peuvent-elles faire d'autre, ces cartes? Comment les communautés et les militant·es peuvent-elles mettre en œuvre les technologies cartographiques en tant qu'outils de soutien aux communautés marginalisées, en favorisant la reconnaissance, la participation politique et l'accès aux services de base?

Julian Stenmanns (JS) et Till Straube (TS) se sont entretenus avec Erica Hagen (EH), cofondatrice de «Map Kibera», un projet communautaire de cartographie *open source* dans le quartier de Kibera à Nairobi, au Kenya. Elle revient sur ses expériences en matière de cartographie participative et sur le rôle des cartes dans les politiques d'in/visibilisation.

JS: Quelles étaient les motivations de «Map Kibera»?

EH: «Map Kibera» a vu le jour en 2009. Le concept est apparu lors d'une conférence sur la cartographie à Nairobi. Un groupe de géographes et d'autres personnes s'y rendaient pour parler de la cartographie. Or, quand on est à Nairobi, on ne peut s'empêcher

1. Pour Michel Foucault, le gouvernement des populations correspond au contrôle exercé sur elles par l'État. Voir ses cours sur la gouvernementalité au Collège de France de 1977-1978: Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population*, Paris, Éditions du Seuil, 2004 (ndlt).

de remarquer que Kibera, un très grand quartier informel du centre-ville, est un endroit très important et tout à fait visible. Cependant, les participant·es à la conférence, qui s'intéressaient par ailleurs à la géographie *open source*, ont constaté que Kibera n'était pas du tout cartographiée. De plus, en recherchant dans les registres officiels, nous avons découvert que les autorités étiquetaient et désignaient la zone comme étant une forêt. Nous voulions donc changer cela en cartographiant la zone non pas du point de vue d'une ONG internationale, mais plutôt de celui des habitant·es.

TS: Comment avez-vous démarré le projet?

EH: Nous avons commencé par faire équipe avec une organisation de service communautaire locale qui était prête à nous accueillir et à nous présenter à la communauté. C'était indispensable, car nous ne pouvions pas nous promener seul·es dans les parages. Si vous n'êtes pas de la région, vous vous perdez en cinq minutes. En outre, vous pourriez vous retrouver dans une situation délicate, pas forcément dangereuse, mais il y a une certaine «résistance» aux personnes étrangères qui se promènent ici. Cependant la cartographie depuis «l'extérieur» n'était pas une option pour nous. De plus, lorsque vous regardez des images satellites de la zone, vous ne pouvez pas voir grand-chose en termes de détails caractéristiques, également en raison de la densité d'habitation.

JS: Pouvez-vous nous parler des processus de travail qui ont permis de réaliser la carte? À quoi ressemblait votre journée de travail type?

EH: Nous avons d'abord recruté des jeunes adultes âgé·es de 18 à 25 ans qui vivaient dans cette zone, connaissaient bien le quartier et étaient impliqué·es dans la communauté. Il

y a sept ans, les téléphones portables et les ordinateurs n'étaient pas courants à Kibera. Par conséquent, ces jeunes ont d'abord dû se familiariser avec les appareils GPS. Nous avions au moins une personne originaire de chacun des 13 villages de Kibera. Nous leur avons demandé de cartographier ce qu'il leur semblait important de montrer. Ainsi a démarré la collecte de points de repère; il suffisait d'appuyer sur le bouton de l'appareil GPS et de préciser ce qu'était cet endroit. Nous ne leur avons pas vraiment donné d'autres instructions. C'était donc à elles et à eux de décider de ce qu'il fallait noter. De cette façon, nous nous assurons que la carte était informée aussi localement que possible.

TS: Rétrospectivement, y a-t-il des choses qu'il aurait été utile de savoir au départ? Quelles ont été les parties les plus difficiles du processus d'apprentissage?

EH: Les défis auxquels nous ne nous attendions pas étaient davantage de nature sociale que technologique. Nous n'étions pas vraiment en mesure de payer les gens. Or nous avons réalisé qu'ils passaient toute la journée à faire un travail assez fatigant et qu'ils s'attendaient à avoir au moins une forme de compensation. Nous avons donc mis en place une petite rétribution. Par la suite, le défi a consisté à faire en sorte que tout cela fasse partie d'une vision d'ensemble: comment rendre ces informations aussi pertinentes que possible pour la communauté?

JS: En parlant de la communauté, quels types de cartes – mentales ou autres – existaient avant «Map Kibera»?

EH: Il y en avait plusieurs de différentes natures. La compréhension de l'espace dans les communautés était plutôt intéressante. La principale méthode de navigation est basée

sur des points de repère dans le paysage. Nous voulions donc nous assurer que les principaux repères figuraient bien sur la carte. Nous ne nous attendions pas à ce que les gens utilisent la carte pour se rendre à l'épicerie du coin. Nous avons plutôt commencé par imprimer des cartes par secteurs d'activité. Par exemple, nous avons regroupé tous les lieux liés à la santé sur une même carte et l'avons partagée avec la communauté. De cette façon s'est dessinée une image globale de la santé à Kibera qui pouvait également être utilisée lors de discussions avec les représentant·es du gouvernement.

TS: La technologie de la cartographie véhicule un certain bagage historique. Qu'est-ce que cela a signifié pour vous de vous engager dans la cartographie dans un contexte postcolonial?

EH: Si nous avons abordé ces questions, c'était à un niveau très local et concret. Bien que de nombreux aspects de la vie à Kibera sont en fait assez formalisés, il s'agit toujours d'un quartier informel, installé sans autorisation officielle, et les habitant·es en sont conscient·es. Les cartes gouvernementales désignent le site de Kibera comme une «zone forestière». À bien des égards, devenir visible sur la carte était une question de fierté pour les personnes avec lesquelles nous avons travaillé.

JS: Que signifie mettre Kibera sur la carte dans un sens politique? Quelles sont les réalisations politiques concrètes et quels résultats avez-vous obtenus en mettant Kibera sur la carte?

EH: Au cours des dernières années, nous avons travaillé avec les écoles locales. À Kibera, il y a environ 300 écoles, dont beaucoup sont gérées par des prestataires non étatiques. Aucune des personnes ayant ouvert ces écoles ou y enseignant n'avait de visibilité. La carte est

venue légitimer leur travail. Un responsable de l'enseignement du gouvernement local a commencé à copier les cartes et à les distribuer pour montrer quel était le paysage éducatif de Kibera. Aujourd'hui, pour les établissements privés, les cartes et toutes les informations qu'elles contiennent font en quelque sorte partie du programme scolaire. Il est également devenu évident que les écoles publiques ne concernaient qu'un petit nombre d'élèves, ce qui a donné un argument au ministre du Parlement de Kibera pour essayer d'obtenir plus de ressources.

TS: Votre carte donne une visibilité à Kibera. Quelles conséquences cela a-t-il de mettre dans le domaine public des connaissances locales?

EH: Sans celle-ci, personne n'aurait prêté attention à ce petit point sur la carte. Alors comment avons-nous géré cette visibilité? Je pense que nous nous sommes surtout demandé si le processus de cartographie et son résultat mettaient les gens en danger. Parce que Kibera et d'autres endroits comme celui-ci sont des lieux contestés et vulnérables, notamment parce qu'il y a beaucoup d'activités qui ne sont pas officialisées. La plupart des quartiers informels s'alimentent en électricité par des branchements informels au réseau. Mais nous voulions insister sur la protection que procure la visibilisation: tout ce qui se passe peut être rendu public et toute tentative de réprimer l'habitat informel serait vite repérée. Enfin, les habitant·es de Kibera ont un sens aigu de la communauté et diront: cette chose, nous ne voulons pas qu'elle soit connue, donc nous ne voulons pas la mettre sur la carte. C'est la ligne directrice que nous avons suivie. Nous avons simplement suivi l'avis des gens.

JS: Comment la nature d'OpenStreetMap, votre principale plateforme, a-t-elle influencé

les objectifs du projet ou son potentiel émancipateur? Cela aurait-il été possible avec une carte papier?

EH: Cartographeur Kibera sur une carte papier, c'est-à-dire uniquement hors ligne? Non, cela n'aurait certainement pas été possible, car nous avons vraiment l'intention de nous connecter à un public plus large. Ce projet est plus qu'un outil pour rassembler des données, c'est un espace de communication et de diffusion, ce qui nécessite par définition de faire appel à Internet et aux technologies de l'information. De cette façon, nous avons pu créer une carte ouverte et participative *de* et *par* la communauté. Cependant, nous avons également distribué des cartes imprimées, ce qui nous a permis de nous assurer que l'information atteignait davantage de personnes au niveau local. Les cartes papier des écoles ont été remises à chaque établissement. Il est donc important de réfléchir aux meilleurs moyens d'accéder aux gens et de leur permettre de prendre part à la cartographie numérique ouverte.

Conclusion (JS et TS)

Après avoir parlé avec Erica Hagen, nous avons revu les différentes représentations de Kibera sur Google-Maps et OpenStreetMap. En comparant les deux cartes côte à côte, la différence est en effet frappante : alors que la visualisation sur la plateforme de Google ne suggère en aucun cas un quartier dense et vivant, les données de «Map Kibera» sur OpenStreetMap permettent une lecture cartographique ascendante des lieux qui comptent pour la communauté. Depuis son lancement en 2009, «Map Kibera» propose une cartographie alternative de Kibera, disponible à la fois pour ses habitant·es et pour les personnes accédant à distance aux cartes en ligne de la zone.

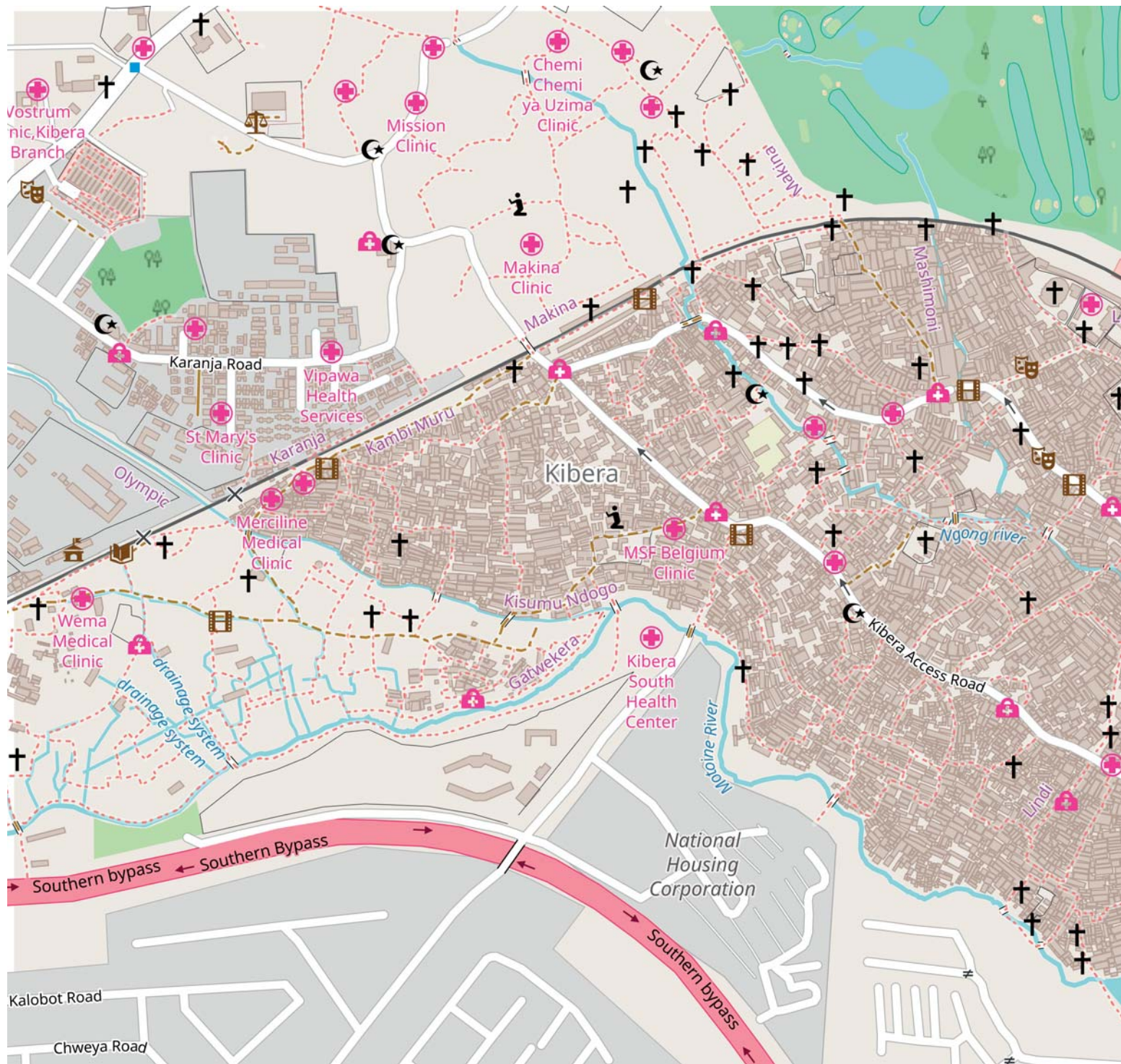
Enfin, bien que nous soyons d'accord avec Erica Hagen sur les mérites du projet «Map Kibera» et de la cartographie communautaire en général, nous souhaitons également attirer l'attention sur les ambiguïtés qui accompagnent intrinsèquement les entreprises de cartographie des communautés marginalisées. La cartographie relève toujours d'une certaine manière de voir les choses. Le projet «Beyond the Map» de Google utilise des drones et des caméras montées sur des scooters pour explorer les favelas de Rio de Janeiro, un «endroit inexploré et mystérieux sur la carte...» (Google, 2017). Non seulement ce langage est révélateur de «qui voit» et «qui est vu», mais Google repousse aussi activement la frontière de ce qui est visible, accessible et gouvernable sur des terrains auparavant indiscernables pour le capital et l'État (Luque-Ayala et Neves Maia, 2018). Cet aspect rappelle le projet colonial qui voulait rendre les populations et les espaces lisibles par la cartographie. C'est donc un défi majeur pour les projets de cartographie communautaire que d'être conscient·e de la politique complexe de l'in/visibilité et de se donner les moyens de réaliser leur potentiel émancipateur dans ce champ de tension.

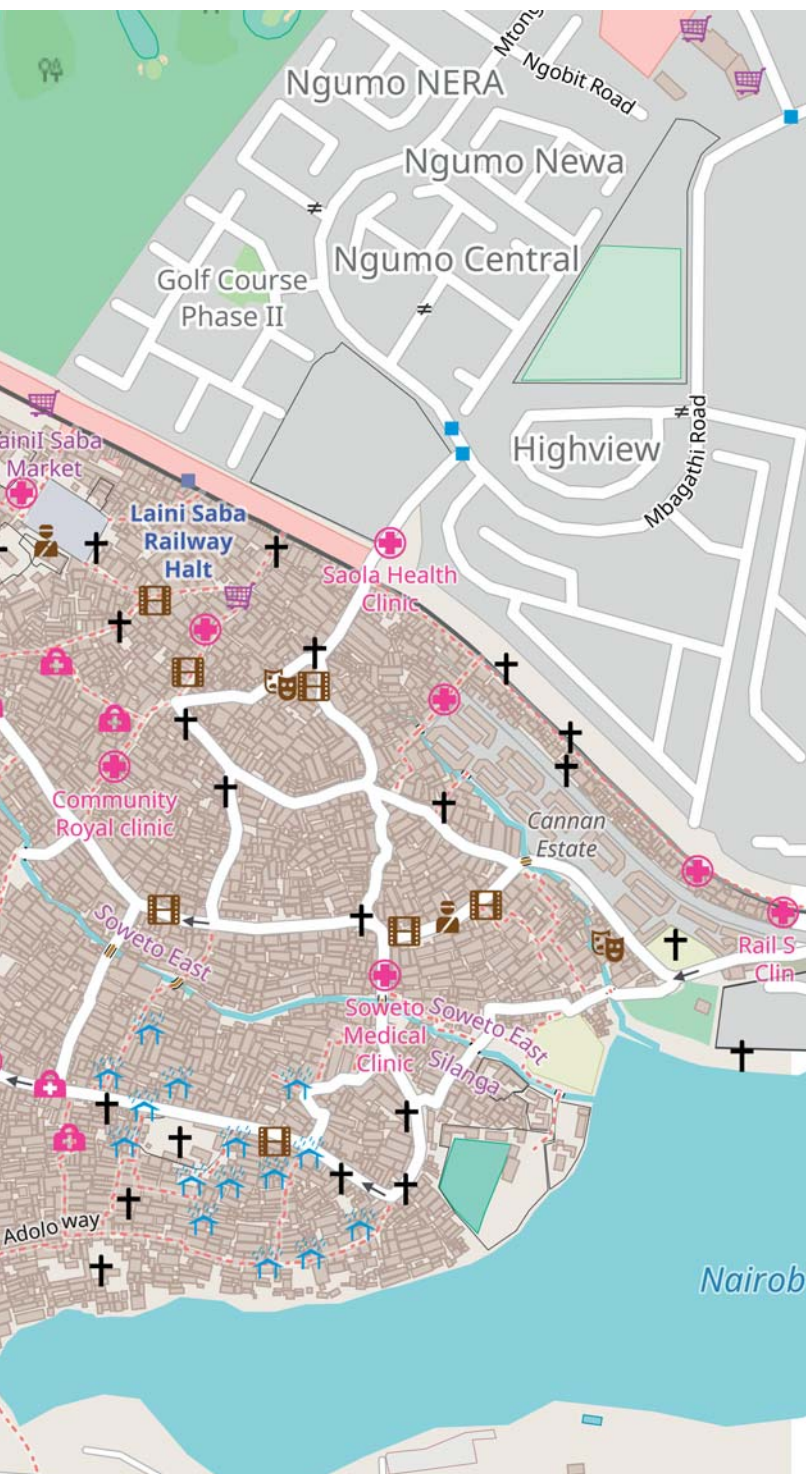
Références

Google, «Google presents “Beyond the Map”», 2017; beyondthemap.withgoogle.com, 19 mai 2017.

Andrés Luque-Ayala et Flávia Neves Maia, «Digital territories. Google maps as a political technique in the re-making of urban informality» dans *Environment and Planning D, Society and Space*, 2018, p. 1-19.

Photographies par Kibera Trust.





Kibera et ses alentours telle qu'elle apparaît sur OpenStreetMap.
© OpenStreetMap contributors.